

ventions en vue de la création de nouvelles industries, ce qui contribuera à accroître la production. Les deux façons de procéder sont contradictoires.

A mon avis, il n'est pas bon de subventionner des industries qui produiront des choses dont nous n'avons pas ou à peu près pas besoin, puisque dans tous les domaines l'industrie canadienne est déjà organisée pour fabriquer ce dont nous avons besoin. En effet, des industries, dans certaines régions, ferment leurs portes parce qu'elles ne réussissent pas à vendre leur production.

Alors, plutôt que de subventionner la production par le haut, songeons plutôt à subventionner la consommation par le bas. Subventionnons le consommateur pour qu'il puisse demander à l'industrie ce dont il a besoin. Il déterminera aussi la qualité de la production qu'il désire. On rendra donc service aux consommateurs et aux industries qui obtiendront tout de même indirectement les subventions. Ces dernières seront invitées à produire selon les désirs des consommateurs canadiens plutôt que selon ceux du gouvernement. Il s'agira alors d'une façon beaucoup plus logique de rendre service à la population, qui exige l'adoption de lois justes par ses gouvernements.

Mon collègue de Portneuf (M. Godin) a proposé, la semaine dernière, la création d'un régime permettant d'accorder un revenu minimum garanti à tout citoyen canadien. A mon avis, le programme du Nouveau parti démocratique contient aussi un projet semblable. Le parti conservateur progressiste commence aussi à étudier la possibilité d'établir un régime semblable, et je sais qu'aux États-Unis, on songe sérieusement à créer un régime permettant d'accorder un revenu minimum garanti à tout le monde.

A mon sens, les méthodes de financement d'un projet semblable diffèrent d'un parti à l'autre. Le gouvernement devrait donc songer à établir un tel système au Canada en vue de garantir à tous et à chacun un revenu convenable, leur permettant de commander eux-mêmes la production. On pourrait le faire également en augmentant les allocations familiales, les pensions de vieillesse et autres services de sécurité sociale à travers le Canada, afin d'éviter à ceux qui touchent ces allocations d'être astreints à un emploi. S'il est démontré qu'on ne peut pas établir le plein emploi, qu'on permette aux individus de profiter quand même de ce que la machine produit à leur place.

Si l'on établissait un régime permettant la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire aux citoyens, je suis sûr que cela ferait disparaître des inquiétudes, notamment celles que nourrissent actuellement certains Québécois. En établissant un tel régime, on pour-

rait permettre aux familles canadiennes de profiter des richesses que le Canada peut mettre à leur disposition.

[Traduction]

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Depuis quelques mois, les discussions n'ont pas cessé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre, sur le problème économique le plus grave qu'affronte le Canada aujourd'hui: l'inflation. Le débat continu sur les politiques du gouvernement met en cause des questions économiques fondamentales dont l'importance est grande pour nous tous. Il est donc essentiel que tous les Canadiens pèsent soigneusement les conséquences des diverses solutions de rechange qu'on nous propose.

● (4.10 p.m.)

En tant que nation, nous sommes placés devant un choix bien défini: combattre l'inflation ou feindre de l'ignorer. Parmi ceux qui pensent qu'il est, à toutes fins utiles, essentiel de combattre l'inflation, le désaccord est profond quant aux armes à employer et à la vigueur des mesures à prendre pour mener le combat. Le même profond désaccord se retrouve parmi ceux qui jugent que le combat n'en vaut pas la chandelle.

Considérons tout d'abord la seconde option, la plus tentante, qui consiste à feindre d'ignorer l'inflation. Nombre de ceux qui favorisent cette attitude prétendent que la spirale inflationniste qui se poursuit au Canada est le résultat direct de la poussée accélérée des prix et des coûts à l'étranger. Le Canada ne peut faire grand-chose pour se protéger de ces pressions inflationnistes étrangères, d'après eux, et, de ce fait, il n'y a rien à gagner à adopter une politique de restrictions économiques intérieures, qui ne peuvent qu'aggraver le chômage.

Ils soutiennent qu'au lieu de cela, le pays devrait s'accommoder de l'inflation, à défaut de l'aimer, en insérant un mécanisme d'indexation inflationniste dans le système économique grâce auquel nos revenus à tous, retraités comme salariés, augmenteraient au même rythme que les prix. Monsieur l'Orateur, ce serait tout comme d'administrer des tranquillisants pour neutraliser l'effet d'une économie toxicomane.

Il serait insensé de nier que le niveau des coûts et des prix au Canada peut se ressentir fortement des pressions inflationnistes de l'étranger, surtout des États-Unis. Mais il est tout aussi insensé de méconnaître que la spirale inflationniste au Canada a reçu un fort élan de pressions coûts-prix qui ont pris naissance dans l'économie canadienne.

Il ne serait évidemment pas réaliste d'espérer que le Canada parvienne à maintenir une stabilité relative des prix chez lui quand les